

# CONVENTION COLLECTIVE

INTERVENUE ENTRE

**LA VILLE DE SAINT-LAMBERT**



ET

**LE SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION PUBLIQUE**

**SECTION LOCALE 306**

**(SALARIES DES PISCINES)**



1<sup>er</sup> janvier 2006 au 31 décembre 2017

## TABLE DES MATIERES

ARTICLE		PAGE
ARTICLE 1	OBJET DE LA CONVENTION .....	4
ARTICLE 2	JURIDICTION .....	5
ARTICLE 3	DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES .....	6
ARTICLE 4	DÉFINITION DES EXPRESSIONS .....	7
ARTICLE 5	RÉGIME SYNDICAL.....	9
ARTICLE 6	PROCÉDURE DE GRIEFS .....	11
ARTICLE 8	ANCIENNETÉ .....	15
ARTICLE 9	MOUVEMENT DE PERSONNEL.....	16
ARTICLE 10	MESURES DISCIPLINAIRES .....	18
ARTICLE 11	COMITÉ DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ .....	19
ARTICLE 12	COMITÉ DE RELATIONS DE TRAVAIL .....	20
ARTICLE 13	ASSISTANCE JUDICIAIRE .....	21
ARTICLE 14	ÉGALITÉ DE TRAITEMENT – HARCÈLEMENT .....	22
ARTICLE 15	CONGÉS FÉRIÉS .....	23
ARTICLE 16	CONGÉ SANS SOLDE .....	24
ARTICLE 17	CONGÉS SOCIAUX .....	25
ARTICLE 18	CONGÉS ANNUELS.....	26
ARTICLE 19	CONGÉ DE MATERNITÉ, PATERNITÉ ET CONGÉ PARENTAL .....	27
ARTICLE 20	ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE .....	31
ARTICLE 21	HORAIRES DE TRAVAIL .....	32
ARTICLE 22	TEMPS SUPPLÉMENTAIRE .....	33
ARTICLE 23	ADMINISTRATION DES SALAIRES.....	34
ARTICLE 24	FORMATION ET PERFECTIONNEMENT .....	35
ARTICLE 25	VÊTEMENTS .....	36
ARTICLE 26	ALLOCATION AUTOMOBILE.....	37
ARTICLE 27	PRIME DE CHEF DE GROUPE.....	38
ARTICLE 28	ÉTABLISSEMENT DU PROGRAMME D'ÉQUITÉ SALARIALE ET DE SON MAINTIEN .....	39
ARTICLE 29	MÉCANISME D'ÉVALUATION DES FONCTIONS ET DE RÉMUNÉRATION.....	40
ARTICLE 30	SALAIRE ET CLASSIFICATION.....	41
ARTICLE 31	ANNEXES ET LETTRES D'ENTENTE .....	43
ARTICLE 32	RÉTROACTIVITÉ.....	44
ARTICLE 33	DURÉE DE LA CONVENTION.....	45

<b>ANNEXE « A »</b>	<b>SALAIRES ET CLASSIFICATIONS .....</b>	<b>46</b>
<b>ANNEXE A-1</b>	<b>FONCTIONS ET CLASSIFICATIONS .....</b>	<b>48</b>
<b>ANNEXE « B »</b>	<b>ANCIENNETÉ ET DATE DE SERVICE CONTINU .....</b>	<b>49</b>
<b>ANNEXE « B-1 »</b>	<b>LISTE SALARIES REMPLACEMENTS.....</b>	<b>51</b>
<b>ANNEXE « B-2 »</b>	<b>LISTE D'ANCIENNETE DE POINTAGE.....</b>	<b>52</b>
<b>ANNEXE « C »</b>	<b>FORMULAIRE D'ADHESION SYNDICALE .....</b>	<b>54</b>
<b>ANNEXE « D »</b>	<b>ABSENCE POUR ACTIVITÉ SYNDICALE.....</b>	<b>55</b>
<b>ANNEXE « E »</b>	<b>DIVISION AQUATIQUE – NEGOCIATIONS 2011 .....</b>	<b>56</b>
<b>ANNEXE « F »</b>	<b>DEMANDE DE REMPLACEMENT .....</b>	<b>57</b>

---

## **ARTICLE 1            OBJET DE LA CONVENTION**

---

- 1.01            La présente convention a pour but de promouvoir des relations ordonnées entre la Ville et ses salariés représentés par le Syndicat, d'établir et de maintenir des conditions de travail qui soient justes et équitables pour tous.

## **ARTICLE 2            JURIDICTION**

---

- 2.01            La Ville reconnaît le Syndicat comme le seul agent négociateur et mandataire de tous les salariés affectés aux piscines de la Ville de Saint-Lambert, salariés au sens du Code du travail (surveillance, cours et animation, caissiers et service direct à la clientèle aux piscines extérieures et intérieures) visés par le certificat d'accréditation émis par le bureau du Commissaire général du travail le 05 avril 2006 et aux amendements apportés conformément au Code du travail.
- 2.02            À l'exception des cas d'urgence, les personnes exclues de l'unité de négociation ne peuvent remplir une des fonctions énumérées à l'annexe A de la présente convention et couvertes par le présent certificat.
- 2.03            Si une difficulté d'interprétation se présente au sujet du texte du certificat d'accréditation, il appartient à la Commission des relations de travail du Québec d'interpréter le sens de ce texte et aucun tribunal d'arbitrage ne peut être appelé à se prononcer sur cette interprétation.

### **ARTICLE 3 DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES**

---

- 3.01 Le Syndicat reconnaît qu'il est du ressort exclusif de la Ville de gérer, de diriger et d'administrer ses affaires en conformité avec ses obligations, le tout sujet aux dispositions expresses de la présente convention collective.
- 3.02 Les conseillers externes tant du Syndicat que de la Ville ont le droit de participer aux rencontres relatives à la présente convention, après en avoir informé au préalable l'autre partie.
- 3.03 Dans les soixante (60) jours de la signature de la convention, la Ville fournira une copie de ladite convention collective à tous les salariés couverts par ladite convention. La Ville doit également remettre une copie de la convention collective à tout nouveau salarié lors de son embauche ainsi que trente (30) copies au Syndicat.

## **ARTICLE 4 DÉFINITION DES EXPRESSIONS**

---

- 4.01 Dans la présente convention, lorsque le contexte l'exige, le masculin comprend le féminin et vice versa.
- 4.02 Lors de la signature de la convention collective, les salariés dont les noms apparaissent à l'annexe B ci-jointe à la présente convention pour en faire partie intégrante sont des salariés.
- 4.03 Aux fins de la présente convention, les expressions suivantes ont la signification ci-après indiquée :
- a) « **Ville** » : désigne la Ville de Saint-Lambert.
  - b) « **Syndicat** » : désigne le Syndicat canadien de la fonction publique, SREM – SCFP, section locale 306.
  - c) « **Médiation** » : désigne la procédure comportant l'intervention d'un tiers, qui ne possède aucun pouvoir coercitif, pour rapprocher les parties dans le cadre d'une mésentente au sujet de l'interprétation ou de l'application de la convention collective, faciliter le dialogue entre elles et les aider à se mettre d'accord à ce sujet. Le recours à la médiation est volontaire.
  - d) « **Salarié régulier** » : désigne tout salarié embauché par la Ville pourvu que ce salarié ait complété sa période de probation prévue à 4.03 e).
  - e) « **Salarié en probation** » : désigne tout nouveau salarié embauché et qui n'a pas complété deux cent soixante-quinze (275) heures travaillées dans l'unité d'accréditation des salariés de piscines.  
  
Ce salarié est couvert par la présente convention collective, sauf en ce qui concerne le droit de grief en cas de renvoi et l'article 8 de la présente convention.  
  
«**Salarié remplaçant**»  
Désigne tout salarié embauché par la ville pour combler, de façon temporaire et exceptionnelle, un quart de travail, et ce, uniquement dans le cas de non-disponibilité d'un salarié régulier ou en probation.  
  
Ce salarié est couvert par la convention collective sauf en ce qui concerne le droit de grief en cas de renvoi et l'article 8 et 21 de la présente convention.  
  
L'embauche de ces salariés ne doit pas avoir pour effet en aucun temps de diminuer le nombre de salariés réguliers.  
  
Les salariés dont les noms apparaissent à l'annexe B-1 ci-jointe à la présente convention pour en faire partie intégrante sont des salariés remplaçant.
  - f) « **Ancienneté** » : Aux fins d'application des dispositions de la présente convention, l'ancienneté signifie la période totale pendant laquelle le salarié a été au service de la Ville à titre de salarié.
  - g) « **Chef de groupe** » : désigne un salarié appelé à coordonner les ressources et les opérations d'un plan d'eau sous l'autorité du gestionnaire responsable des activités aquatiques.
  - h) « **Moniteur** » : désigne un salarié appelé à donner des cours de natation, selon la ou les associations suivantes : Croix-Rouge canadienne ou Société de sauvetage et/ou d'une Fédération québécoise sportive aquatique et nautique du Québec, ou autres cours.
  - i) « **Mutation** » : désigne l'assignation d'un salarié à une autre fonction.

- j) « **Poste vacant** » : désigne un poste pouvant nécessiter un remplacement à la suite du départ ou de la réaffectation d'un salarié qui effectuait un travail spécifique.
- k) « **Promotion** » : désigne l'assignation d'un salarié à une fonction de classe supérieure.
- l) « **Surveillant-sauveteur** » : désigne un salarié appelé à effectuer les tâches de surveillant-sauveteur et qui répond à l'ensemble des exigences prévues par le Règlement sur la sécurité dans les bains publics S-3, r.3.
- m) « **Assistant surveillant sauveteur** » désigne un salarié appelé à effectuer les tâches d'assistant surveillant sauveteur et qui répond à l'ensemble des exigences prévu par Règlement sur la sécurité dans les bains publics S-3, r.3.
- n) « **Assistant-moniteur** » désigne un salarié appelé à assister le moniteur dans ses fonctions.
- o) « **Coordonnateur aquatique** » désigne un salarié qui possède les compétences et l'expérience appelées à coordonner les activités sur le terrain, le personnel sous sa responsabilité et à répondre aux besoins de la clientèle.
- p) « **Moniteur conditionnement physique** » désigne un salarié qui possède les compétences pour enseigner les cours de conditionnement physique réguliers et pour les aînés.
- q) « **Moniteur spécialisé** » désigne un salarié qui possède les compétences -appelées à enseigner les cours spécialisés des programmes de la Société de sauvetage et de la Croix-Rouge canadienne visant à former les surveillants-sauveteurs et moniteurs en natation.
- r) « **Session** » : période de l'année correspondant à un programme d'activités aquatiques, l'année comportant cinq (5) sessions, la cinquième étant la période de Noël.
- s) « **Quart de travail** » période de travail à l'intérieur d'un bloc d'activité.
- t) « **Horaire de travail** » ensemble des quarts de travail attribué à un salarié au cours d'une session.
- u) « **Service continu** » : désigne la durée ininterrompue pendant laquelle le salarié est lié à la Ville par un contrat de travail, même si l'exécution du travail a été interrompue sans qu'il y ait résiliation du contrat.

## **ARTICLE 5            RÉGIME SYNDICAL**

---

### **5.01            Sécurité syndicale**

Tout salarié membre du Syndicat, lors de la mise en vigueur de la présente convention et tout salarié qui le devient pendant la durée de la convention, doit verser sa cotisation syndicale comme condition de maintien de son emploi.

5.02            Aucun salarié embauché après la signature de la présente convention et occupant un emploi régi par la présente convention ne peut demeurer au service de la Ville s'il n'est pas membre en règle du Syndicat et s'il ne paie pas sa cotisation syndicale.

5.03            La Ville n'est pas tenue, en vertu de cette clause de renvoyer un salarié parce que le Syndicat l'a retiré de ses rangs, sous réserve de l'article 63 du Code du travail du Québec. Toutefois ledit salarié demeure soumis aux stipulations du paragraphe 5.05.

5.04            L'autorisation que doivent signer les salariés est conforme au formulaire dont le texte apparaît à l'annexe « C » jointe à la présente convention pour en faire partie intégrante.

Lors de l'embauche de nouveau personnel, la Ville informe le Syndicat en lui faisant parvenir une copie du formulaire de l'annexe « C » (formulaire d'adhésion syndicale)

### **5.05            Retenue syndicale**

La Ville s'engage à déduire de la paie hebdomadaire de chaque salarié régi par la présente convention la cotisation syndicale au montant que lui indique le Syndicat et à remettre lesdites déductions mensuellement, par chèque, ainsi que la liste des noms, numéro d'employé, salaire hebdomadaire régulier de chaque salarié de même que le montant perçu, sa fonction, sa date d'ancienneté, son statut, la direction ainsi que le service auxquels il appartient.

5.06            Un avis écrit fixant la cotisation syndicale est remis par le Syndicat à la Ville. Dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la réception d'un avis de modification de la cotisation syndicale, la Ville doit effectuer le changement sur la paie des salariés, conformément aux dispositions dudit avis.

5.07            Le Syndicat est informé de l'embauche et du départ de tout salarié assujetti aux dispositions des présentes, dans les trente (30) jours suivant l'un de ces cas.

### **5.08            Affichage**

Le Syndicat a le droit d'afficher sur les propriétés de la Ville, les avis relatifs aux activités légales du Syndicat, aux endroits approuvés par la Direction des ressources humaines. Copie de tout document ainsi affiché doit être remise à la Direction des ressources humaines.

### **5.09            Activités syndicales**

À l'occasion d'activités syndicales légitimes telles que négociations, conciliations, enquêtes, règlements de griefs, arbitrages, évaluation, congrès, formations ou autres activités syndicales, la Ville accorde soixante-quinze (75) heures de libérations, avec traitement, par année, pour l'ensemble des salariés désignés par le Syndicat, pour la durée de la présente convention, et ce, aux conditions suivantes :

- a) dans les cas d'enquêtes de griefs, un (1) représentant du Syndicat, salariés de la Ville de Saint-Lambert, accompagnés ou non du directeur de griefs ou son représentant, peuvent s'absenter, à l'exception de l'arbitrage de griefs (maximum deux (2) membres);
- b) à l'occasion de la préparation du projet de convention collective, de négociation, de conciliation ou d'arbitrage d'un différend, deux (2) représentants du Syndicat, salariés de la Ville de Saint-Lambert, peuvent s'absenter;
- c) à l'occasion de congrès ou autres activités syndicales, deux (2) représentants du Syndicat, salariés de la Ville de Saint-Lambert;
- d) un avis dûment complété (formulaire d'absences pour activités syndicales telles qu'à l'annexe « D »), d'au moins quarante-huit (48) heures doit être transmis au supérieur immédiat ou son représentant.

5.10 Les salariés participant à des comités conjoints sont rémunérés tout comme s'ils étaient au travail.

5.11 Advenant que les heures de libération mises à la disposition du Syndicat, prévues au paragraphe 5.09 sont épuisées, sur demande du Syndicat, la Ville accepte de libérer avec traitement, un représentant ou officier du syndicat, salarié de la Ville de Saint-Lambert. Une telle demande ne peut être refusée à moins que cela puisse nuire de façon majeure aux opérations du service concerné.

D'autres libérations avec traitement peuvent être accordées par la Ville, sur demande du Syndicat, pour les délégués.

Dans les deux cas, les heures de libération sont remboursées par le Syndicat sur réception de la facture, selon les modalités convenues entre les parties.

5.12 Tout salarié désigné pour occuper un poste à son syndicat est libéré, sans traitement, par la Ville pour la durée de son mandat. Cette libération est sujette aux conditions suivantes :

- a) le Syndicat informe, par écrit, la Ville relativement à la durée du mandat;
- b) le salarié ainsi libéré conserve et accumule son ancienneté. Il conserve tous ses droits et avantages prévus à la présente convention collective;
- c) sur avis écrit du Syndicat d'au moins une (1) semaine à l'avance, la Ville réintègre le salarié ainsi libéré dans le poste qu'il occupait ou aurait dû occuper avant sa libération.

### 5.13 **Maintien des droits**

Les salariés représentant le Syndicat ne perdent aucun droit prévu à la présente convention collective et ne doivent pas être importunés ou subir de torts pour leurs activités syndicales.

## **ARTICLE 6 PROCÉDURE DE GRIEFS**

---

- 6.01 La Ville et le Syndicat conviennent de régler équitablement et dans le plus bref délai possible, toute mésentente relative à l'interprétation ou à l'application de la convention collective pouvant survenir au cours de la durée de la présente convention.
- 6.02 Les parties reconnaissent que le comité de griefs de la convention collective des cols blancs s'applique aux salariés affectés aux piscines et qu'un (1) membre salarié de piscine, salarié de la Ville, désignée par le Syndicat, y siègera au besoin, nonobstant l'article 13.01 de la convention collective des cols blancs, à titre de représentant des salariés affectés aux piscines lorsqu'il sera question, audit comité, de griefs concernant les salariés couverts par la présente convention collective.
- Les parties conviennent par ailleurs, que lorsque la réunion du comité ne porte que sur un sujet relié aux salariés de piscine, un seul membre du comité col blanc sera libéré pour assister à ladite réunion du comité.
- 6.03 Vu la ferme volonté des parties de tenter de régler toute mésentente relative à l'interprétation ou à l'application de la convention collective, celles-ci prévoient, avant de soumettre un grief, une rencontre entre le ou les salariés concernés accompagnés d'un représentant syndical, et son ou leur supérieur immédiat. À défaut d'entente, le ou les salariés peuvent soumettre un grief.
- 6.04 Tout grief individuel ou collectif est soumis par écrit à la Direction des ressources humaines, par le Syndicat, dans les trente (30) jours ouvrables de la connaissance du fait et dans un délai n'excédant pas six (6) mois de l'occurrence du fait qui justifie le grief.
- Tout grief doit comporter une description sommaire de la situation contestée et du correctif demandé.
- Dans un délai de vingt-cinq (25) jours ouvrables suivant la soumission dudit grief, la Ville rencontre le Syndicat pour en discuter et fournit les motifs par écrit, pour lesquels elle rejette ledit grief, le cas échéant.
- 6.05 À défaut d'un règlement, en vertu de la procédure précédente, les parties peuvent par écrite dans les dix (10) jours ouvrables suivant le désaccord, avoir recours à la médiation. Cette étape suspend l'application des délais prévus aux paragraphes qui suivent. L'échec de la médiation constatée par écrit par l'une ou l'autre des parties en cause ou par le médiateur met fin à la suspension des délais.
- 6.06 En cas d'échec de la médiation prévue à l'article 6.05 ou si une mésentente persiste suite à l'application du 3<sup>e</sup> alinéa, du paragraphe 6.04, le grief est soumis à l'arbitrage dans les soixante (60) jours de calendrier, et ce, conformément à l'article 7 relatif à l'arbitrage.
- 6.07 Malgré toute disposition contraire, le Syndicat peut, dans les cas où il croit ses droits lésés, soumettre un grief relatif à la convention collective en commençant au paragraphe 6.04.
- Par ailleurs, la Ville peut soumettre un grief au Syndicat. La procédure prévue aux paragraphes 6.04 et suivante s'applique.
- 6.08 Tout règlement intervenu entre la Ville et le Syndicat doit faire l'objet d'une entente écrite et signée par les représentants dûment autorisés des parties.
- 6.09 Les parties, d'un commun accord, peuvent par écrit, déroger à la présente procédure quant au délai concerné ou à l'ordre à suivre.

- 6.10 Une erreur technique dans la soumission écrite d'un grief ne l'invalide pas, mais elle doit être corrigée avant le début de l'audition à l'arbitrage, le cas échéant.
- Si la correction a pour effet de prendre par surprise l'autre partie, cette dernière peut demander à ce que l'audition soit reportée.
- 6.11 Le salarié qui dépose un grief ne doit pas être importuné du fait de son geste. Nul ne doit faire des pressions dans le but d'inciter un salarié à déposer un grief ou à le retirer.
- 6.12 Le Syndicat a le pouvoir de discuter, régler ou tenter de régler au nom d'un salarié, tout grief que ce dernier fait alors qu'il est à l'emploi de la Ville et ledit Syndicat peut poursuivre les démarches entreprises après le départ du salarié de la Ville, y compris pour ses ayants droit.

## **ARTICLE 7            ARBITRAGE**

---

7.01            Tout grief qui n'a pas été réglé en conformité avec les dispositions de la procédure prévue à l'article 6 de la présente convention peut être soumis à l'arbitrage.

7.02            Les arbitres suivants agissent à tour de rôle :

- François Hamelin
- Pierre Laplante
- Jean-Pierre Lussier

Les arbitres conservent leur priorité dans la présente liste jusqu'à ce qu'ils aient procédé à l'audition d'un grief.

Malgré ce qui précède, les parties peuvent d'un commun accord s'entendre, soit pour procéder devant un autre arbitre de leur choix, soit pour intervertir l'ordre des arbitres.

De plus, les parties s'entendent pour se rendre disponibles afin de procéder à l'audition dans les meilleurs délais.

7.03            La partie qui désire référer un grief à l'arbitrage en avise, par écrit, l'autre partie.

7.04            Les parties doivent être informées de toute objection préliminaire au moins dix (10) jours ouvrable précédant l'audition.

7.05            En rendant une décision au sujet de tout grief qui lui est soumis, l'arbitre doit prendre en considération la lettre et l'esprit de la convention collective. Il n'a autorité en aucun cas pour ajouter, soustraire, modifier ou amender quoi que ce soit dans cette convention.

En matière disciplinaire ou de congédiement, l'arbitre peut confirmer, modifier ou casser la décision de la Ville; il peut, le cas échéant, y substituer la décision qui lui paraît juste et raisonnable, compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire et de la preuve soumise

7.06            L'arbitre doit communiquer sa décision, par écrit, aux parties dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la dernière audition.

7.07            La décision de l'arbitre est exécutoire et lie les parties. Dans les cinq (5) jours ouvrables qui suivent la réception de la décision arbitrale par les parties, la Ville s'engage à déclencher le mécanisme de mise en application de ladite décision.

7.08            Sous réserve du paragraphe 5.09, chacune des parties paie la moitié des honoraires et des dépenses de l'arbitre et du médiateur, et paie en entier les salaires et les dépenses de ses représentants et témoins.

7.09            Le défaut d'une rencontre telle que stipulée au paragraphe 6.03 ne peut être invoqué devant l'arbitre comme objection ou non-respect de la procédure de grief.

7.10            Lors de congédiement et suspension administratifs, le fardeau de la preuve incombe à la Ville.

7.11

**Arbitrage médical**

Le médecin de la Ville décide si l'absence du salarié est motivée et à quelle date le salarié rétabli doit reprendre son travail. En cas de conflit d'opinion entre le médecin de la Ville et celui du salarié, les deux médecins en choisissent un troisième dont la décision est finale. Les honoraires du tiers médecin sont payés à parts égales par la Ville et le Syndicat.

## **ARTICLE 8 ANCIENNETÉ**

---

### **8.01 Acquisition d'ancienneté**

L'ancienneté est rétroactive à la date du premier jour de son entrée en service à titre de salarié en probation.

L'ancienneté se calcule en heures de travail depuis le premier jour de travail à la Ville et ce, pour le calcul du changement d'échelon.

### **8.02 Perte d'ancienneté**

Un salarié perd son droit d'ancienneté et son emploi :

- a) s'il quitte volontairement son emploi;
- b) s'il est renvoyé pour cause juste et suffisante;
- c) s'il n'accumule pas un minimum de (25) heures travaillées dans l'unité d'accréditation pendant une année de calendrier.

Le paragraphe précédent ne s'applique pas si le salarié a complété et transmis au supérieur immédiat, le formulaire fourni par la Ville pour établir les affectations en tenant compte de son ancienneté, de ses disponibilités et de ses compétences acquises.

L'employeur pourra mettre en application cette clause, s'il est en mesure de donner 25 heures ou plus par année à un salarié et que celui-ci refuse d'effectuer des quarts de travail ou du remplacement;

- d) s'il s'absente de son travail pendant deux (2) jours cédulés consécutifs sans motif jugé valable par la Ville;
- e) s'il refuse ou néglige de compléter et de transmettre au supérieur immédiat le formulaire fourni par cette dernière pour établir ses disponibilités;
- f) s'il refuse l'affectation assignée après avoir complété sa disponibilité;

### **8.03 Liste d'ancienneté**

- a) La liste d'ancienneté des salariés réguliers est celle apparaissant à l'annexe « B ». Le nom, la date de service continu et les heures cumulées d'ancienneté depuis le début de son emploi doivent y apparaître. Cette liste est affichée quatre (4) fois par année, soit à la fin de chaque session.
- b) Suite à cet affichage, les parties conviennent d'examiner et de corriger, s'il y a lieu, toute erreur qui aurait pu se glisser dans la préparation de la liste d'ancienneté, et ce, au plus tard une semaine après le début de chacune des 4 sessions (n'inclus pas la session de Noël).
- c) Lorsque deux (2) salariés ou plus possèdent la même date d'ancienneté, la priorité sera établie par tirage au sort en présence d'un représentant syndical et des salariés concernés.

### **8.04 Changement d'échelon**

Pour les fins de calcul pour le changement d'échelon, la vérification des heures s'effectue au 1<sup>er</sup> mars et au 1<sup>er</sup> septembre et sert de référence pour les augmentations d'échelle.

## **ARTICLE 9            MOUVEMENT DE PERSONNEL**

---

### 9.01            **Mouvement de personnel**

Lors de mise à pied temporaire en raison de la température, de bris ou pour tout autre motif, la Ville procède piscine par piscine, en tenant compte de ses besoins.

La mise à pied se fait à l'intérieur du groupe de salariés rattaché à la piscine par rotation et par ordre inverse d'ancienneté.

### 9.02            Lors de rappel au travail , la Ville procède d'abord parmi les salariés rattachés à la piscine par ordre d'ancienneté, en tenant compte de ses besoins et des exigences de la fonction.

Dans le cas où aucun salarié rattaché à la piscine n'est disponible pour les fins de remplacement, la Ville procède par ordre d'ancienneté **pure** dans la Ville, en tenant compte de ses besoins et des exigences de la fonction.

Dans tous les cas, le rappel au travail ne doit pas occasionner de temps supplémentaire.

### 9.03            **Qualifications requises pour combler un poste**

Dans tout mouvement de personnel dans l'unité de négociation, l'ancienneté est le facteur déterminant, à moins que le salarié ne puisse remplir les exigences normales de la fonction ou du poste visé, le cas échéant.

Les termes « exigences normales de la fonction et particularités du poste » sont définis comme étant des exigences raisonnables, liées directement à la nature même de la fonction ou du poste, c'est-à-dire aux tâches qui se font habituellement.

Pour les fins d'un mouvement de personnel, l'ancienneté signifie le rang obtenu suite au pointage (annexe «B-2). En cas d'égalité de pointage et de date d'embauche, la priorité sera établie suivant le résultat d'une entrevue. S'il y a égalité de pointage, la priorité sera établie par la date d'embauche.

### 9.04            Il est de la responsabilité du salarié de fournir les documents nécessaires pour l'établissement et la reconnaissance de ses compétences, et de la même façon, pour mettre à jour ou pour ajouter toute nouvelle compétence acquise par celui-ci.

### 9.05            Pour l'horaire de travail, il est de la responsabilité du salarié de compléter et de transmettre au supérieur immédiat, le formulaire fourni par la Ville pour établir les affectations en tenant compte de son ancienneté, de ses disponibilités et de ses compétences acquises.

### 9.06            **Demandes de remplacement**

Le salarié régulier qui désire se faire remplacer sur son quart de travail par un autre salarié régulier peut le faire aux conditions suivantes :

- a) Il doit présenter sa demande de remplacement au moins quarante-huit (48) heures avant le début de son quart en utilisant le formulaire « demande de remplacement » prévu à l'annexe F.
- b) La demande doit préciser le nom du salarié qui accepte d'effectuer ce remplacement. Ce salarié doit obligatoirement posséder les compétences et qualifications reconnues par la Ville pour effectuer ce remplacement.

- c) Les remplacements effectués sur le même quart de travail sont limités à trois (3) par session, sauf pour les cours de natation et les cours spécialisés où le salarié ne peut se faire remplacer qu'une fois par session. Ces remplacements ne peuvent se faire à l'occasion du premier et dernier cours.
- d) La Ville accorde la demande en tenant compte de ses besoins opérationnels et de l'ancienneté (date d'embauche) du salarié qui remplace.
- e) Aucune demande de remplacement ne doit occasionner de temps supplémentaire.

## **ARTICLE 10      MESURES DISCIPLINAIRES**

---

- 10.01      Dans les présentes, seules les mesures disciplinaires suivantes peuvent être imposées : une réprimande verbale, une réprimande écrite, une suspension, un congédiement.
- 10.02      Le salarié dont la conduite est sujette à une mesure disciplinaire en est avisé, par écrit, au plus tard dans les vingt (20) jours ouvrables suivant la connaissance par la Ville des faits justifiant une telle mesure. Copie de cet avis est transmise au Syndicat.
- 10.03      Si la Ville décide de convoquer un salarié pour des raisons disciplinaires, celui-ci pourra, s'il le désire, se faire accompagner d'un représentant syndical. La ville fixe la date et l'heure en tenant compte de l'horaire de travail du salarié.
- 10.04      Toute mesure disciplinaire doit être appliquée dans les soixante (60) jours ouvrables suivant l'avis du paragraphe 10.02, sauf si une absence au travail a pour effet d'empêcher l'application des délais.
- 10.05      Les paragraphes 10.02 et 10.04 ne s'appliquent pas dans les cas où les faits sont de nature criminelle.
- 10.06      À la demande du Syndicat, la Ville doit lui transmettre par écrit les raisons qui motivent une mesure disciplinaire, et ce, au plus tard, dans les dix (10) jours ouvrables suivant la demande.
- 10.07      Tout document relatif à des mesures disciplinaires versé au dossier d'un salarié est retiré s'il s'avère non fondé.
- 10.08      Une suspension n'interrompt pas le service d'un salarié.
- 10.09      Seules les mesures disciplinaires transmises au salarié et au Syndicat peuvent être invoquées. Les mesures disciplinaires datant de plus de douze (12) mois ne peuvent être invoquées contre le salarié et doivent être retirées de son dossier.
- 10.10      Tout salarié a le droit, après avoir pris rendez-vous avec un représentant de la Direction des ressources humaines, de consulter son dossier et peut, s'il le désire, être accompagné d'un représentant syndical.
- 10.11      Dans les cas de réprimande verbale ou écrite, de suspension et de congédiement, le fardeau de la preuve incombe à la Ville.
- 10.12      Si la procédure décrite dans les paragraphes 10.02 et 10.04 n'a pas été suivie, il y a défaut de forme et aucun des rapports ou avis versés au dossier ne peut être invoqué contre le salarié concerné.

## **ARTICLE 11      COMITÉ DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ**

---

- 11.01      La Ville doit prendre toutes les mesures raisonnables afin d'assurer la sécurité et la santé de ses salariés.  
Pour chaque installation, il incombe à la Ville d'informer les salariés des normes de sécurité.
- 11.02      Les parties s'engagent mutuellement à coopérer dans la plus grande mesure du possible pour prévenir les accidents et promouvoir la santé et la sécurité des salariés.
- 11.03      Les parties reconnaissent que le comité de santé et sécurité de la convention collective des cols blancs s'applique aux salariés affectés aux piscines et qu'un (1) membre salarié de piscine, salarié de la Ville, désignée par le Syndicat, y siègera nonobstant l'article 12.03 de la convention collective des cols blancs, à titre de représentant des employés affectés aux piscines lorsqu'il sera question, audit comité, de la santé et de la sécurité des salariés couverts par la présente convention collective.
- Les parties conviennent par ailleurs, que lorsque la réunion du comité ne porte que sur un sujet relié aux salariés de piscine, un seul membre du comité col blanc sera libéré pour assister à ladite réunion du comité.

## **ARTICLE 12           COMITÉ DE RELATIONS DE TRAVAIL**

---

12.01       Les parties reconnaissent que le comité de relations de travail des cols blancs s'applique aux salariés des piscines et qu'un (1) membre salarié de piscine, salarié de la Ville, désigné par le syndicat y siègera, nonobstant l'article 13.01 de la convention collective des cols blancs, à titre de représentant des piscines lorsqu'il sera question, audit comité de relations de travail, de salariés couverts par la présente convention collective.

Les parties conviennent par ailleurs, que lorsque la réunion du comité ne porte que sur un sujet relié aux employés de piscine, un seul membre du comité col blanc sera libéré pour assister à ladite réunion du comité.

## **ARTICLE 13 ASSISTANCE JUDICIAIRE**

---

- 13.01 La Ville assume la défense du salarié poursuivi en justice, par le fait ou à l'occasion du travail, conformément aux conditions prévus à la *Loi sur les cités et villes*.
- 13.02 Si de telles poursuites entraînent pour le salarié une condamnation de nature pécuniaire, celle-ci est défrayée par la Ville, sauf dans le cas où le salarié n'a pas droit à l'assistance judiciaire conformément à la *Loi sur les cités et villes*.
- 13.03 L'assistance judiciaire s'applique uniquement dans le cas d'un salarié qui est, soit le défendeur, l'intimé ou l'accusé, soit le mis en cause. La Ville ne fournit aucune assistance judiciaire au salarié qui porte appel ou demande la révision d'une décision rendue par un tribunal de première instance, à moins que la loi soit plus généreuse à cet égard. Toutefois, s'il obtient gain de cause en appel ou en révision (décision ou jugement final), la Ville lui rembourse les frais d'appel qu'il a raisonnablement encourus.
- 13.04 Aux fins du présent article, si le salarié désire assumer sa défense par le procureur de son choix, la Ville doit en payer les frais raisonnables. La Ville peut toutefois, avec l'accord du salarié, lui rembourser ces frais au lieu de les payer.
- 13.05 Lorsqu'un salarié est appelé comme juré ou comme témoin dans une cause où lui-même ou un de ses membres de sa famille n'est pas impliqué, ce salarié peut s'absenter le nombre de jours ou d'heures requis. La Ville continue à verser le salaire qu'il aurait reçu s'il avait été au travail, mais le salarié rembourse à la Ville le montant des honoraires reçus pour les jours d'absence correspondant aux journées ouvrables.
- 13.06 Tout salarié qui, durant ses heures normales de travail est assigné par la Ville à comparaître en Cour ou à une enquête dans une cause où la Ville est impliquée, est remboursé de toute perte de salaire. Les frais de déplacement et de séjour sont remboursés par la Ville sur présentation de pièces justificatives, à moins qu'ils ne soient à la charge de l'enquêteur ou de la Cour.

## **ARTICLE 14      ÉGALITÉ DE TRAITEMENT – HARCÈLEMENT**

---

### **14.01      Égalité de traitement**

Ni la Ville, ni ses représentants, ni le Syndicat, ni les salariés ne doivent faire de distinction, exclusion, préférence ou harcèlement à l'égard de quelque salarié que ce soit en raison de sa race, de sa couleur, de son sexe, de son orientation sexuelle, de sa grossesse, de son état civil, de son âge sauf dans la mesure prévue par la loi, de sa religion, de ses convictions politiques, de sa langue, de son origine ethnique ou nationale, de sa condition sociale, de ses activités syndicales, de son handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier cet handicap. Les deux parties doivent s'opposer activement à toute distinction de cet ordre.

### **14.02      Harcèlement psychologique**

On entend par harcèlement psychologique une conduite vexatoire se manifestant par des comportements, des paroles, des actes ou des gestes répétés, qui sont hostiles ou non désirés, laquelle porte atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychologique ou physique du salarié et qui entraîne, pour celui-ci, un milieu de travail néfaste.

Une seule conduite grave peut aussi constituer du harcèlement psychologique si elle porte une telle atteinte et produit un effet nocif continu pour le salarié.

L'employeur doit prendre les moyens raisonnables pour prévenir le harcèlement psychologique et lorsqu'une telle conduite est portée à sa connaissance, pour la faire cesser.

### **14.03      Harcèlement sexuel**

Le harcèlement sexuel constitue une forme de discrimination fondée sur le sexe et consiste en des pressions physiques ou psychologiques indues exercées par une personne sur une autre personne pour obtenir ou offrir des faveurs sexuelles. Il se manifeste aussi lorsque les gestes posés contre une personne peuvent avoir ou ont comme conséquence de pouvoir compromettre ou de compromettre le droit à l'égalité à l'emploi ou à la dignité humaine ou de pouvoir occasionner la privation ou la perte d'avantages ou de droits à la suite du refus de faveurs sexuelles offertes ou demandées. La Ville et le Syndicat considèrent que ces situations ne doivent pas exister, ni être tolérées.

### **14.04      Plainte**

La Ville s'engage à enquêter sur toute plainte qui lui est formulée soit par le salarié ou le Syndicat concernant l'application des paragraphes 14.01, 14.02 et 14.03, et de fournir par écrit au salarié ou au Syndicat, selon le cas, les résultats de son enquête. Toutefois, les parties en cause s'engagent à traiter lesdits résultats suivant les règles de l'éthique et de la confidentialité requises par les circonstances.

Dans le cas où la plainte s'avère fondée, la Ville s'engage à prendre les moyens nécessaires à l'égard du salarié qui a fait l'objet de la plainte, afin de corriger la situation, de venir en aide s'il y a lieu au salarié qui en a été victime et de prévenir tout comportement de ce type.

**14.05**      Il est entendu que la présente procédure ne prive en rien le salarié victime ou le Syndicat, des recours possibles en vertu des différentes lois.

## **ARTICLE 15      CONGÉS FÉRIÉS**

---

15.01      Les dispositions prévues à la *Loi des normes du travail* s'appliquent.

## **ARTICLE 16            CONGÉ SANS SOLDE**

---

### 16.01            CONGÉ SANS SOLDE

Le salarié régulier désirant se prévaloir d'un congé sans solde doit se conformer aux procédures et conditions énumérées ci-après.

- a) Le salarié soumet sa demande par écrit à son supérieur, au moins un (1) mois à l'avance. Le salarié précise la date prévue du congé ainsi que la date de retour.
- b) Le congé demandé doit être strictement utilisé aux fins suivantes : études, perfectionnement ou d'un stage dans le cadre d'un programme d'étude reconnu par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.
- c) Le salarié peut bénéficier d'un seul congé sans solde à l'intérieur d'une période de cinq (5) ans. Par contre, pour un programme scolaire dont plusieurs stages sont exigés dans le cadre de l'obtention du diplôme, le salarié pourra bénéficier d'un congé sans solde pour chacun de ces stages obligatoires en fournissant à son employeur une attestation de son institution scolaire.
- d) La durée du congé sans solde ne peut excéder trois (3) mois sauf en cas de stage, ce délai peut excéder trois (3) mois.
- e) Le salarié conserve son ancienneté (date d'embauche) pendant la période de congé sans solde.
- f) Lorsque le congé sans solde est terminé, le salarié est réintégré dans des fonctions couvertes par l'unité d'accréditation et reprend son horaire selon les disponibilités soumises préalablement.

Le supérieur immédiat communique sa réponse au salarié dans les dix (10) jours suivant la demande. Afin de rendre sa décision, la Ville tient compte des besoins opérationnels du service, de la main-d'œuvre qualifiée disponible. La décision d'accepter ou de refuser un congé sans solde n'est pas sujette à grief.

## **ARTICLE 17      CONGÉS SOCIAUX**

---

17.01      Les salariés couverts par la présente convention ont droit à des absences sans perte de salaire, dans les cas suivants :

- a) À l'occasion du décès du conjoint, de son enfant ou d'un enfant de son conjoint : cinq (5) jours consécutifs suite au décès. De plus, le salarié pourra s'absenter pendant trois (3) autres jours ouvrables consécutifs à cette occasion, mais sans salaire.
- b) À l'occasion du décès de son père, de sa mère : cinq (5) jours ouvrables consécutifs suite au décès.
- c) À l'occasion du décès d'un frère, d'une sœur : quatre (4) jours ouvrables consécutifs suite au décès.
- d) Durant ces absences, le salarié sera alors rémunéré pour les heures prévues à son horaire de travail.
- e) Dans tous les cas, le salarié doit prévenir son supérieur immédiat avant son départ et produire, sur demande, à son retour, la preuve ou l'attestation de ces faits.
- f) Le mot « conjoint » signifie :
  - ✓ qui sont liés par un mariage ou une union civile et qui cohabitent ;
  - ✓ de sexe différent ou de même sexe, qui vivent maritalement et sont les père et mère d'un même enfant ;
  - ✓ de sexe différent ou de même sexe, qui vivent maritalement depuis au moins un (1) an.

Dans le cas où la personne décédée est incinérée ou que les funérailles sont reportées, les congés de deuil peuvent être pris au moment de l'incinération ou à la date à laquelle les funérailles ont été reportées, au choix du salarié.

## **ARTICLE 18      CONGÉS ANNUELS**

---

- 18.01      Tout salarié couvert par la présente convention collective a droit aux indemnités de congés annuels prévus par la *Loi sur les normes du Travail*. Toutefois, en 2011 les salariés réguliers qui comptent 9 ans de service continu bénéficient d'une indemnité de congé annuel de 8%. En 2014, les salariés réguliers qui comptent 14 ans de service continu bénéficient d'une indemnité de congé annuel de 10%.
- 18.02      La période de référence pour les fins de calcul de congé annuel est du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année.

## **ARTICLE 19            CONGÉ DE MATERNITÉ, PATERNITÉ ET CONGÉ PARENTAL**

### **19.01            Congé de maternité**

La salariée enceinte a droit à un congé de maternité sans salaire d'une durée maximale de dix-huit (18) semaines continues, sauf si, à sa demande, la Ville consent à un congé de maternité d'une période plus longue.

La salariée peut répartir le congé de maternité à son gré avant ou après la date prévue pour l'accouchement. Toutefois, lorsque le congé de maternité débute la semaine de l'accouchement, cette semaine n'est pas prise en compte aux fins du calcul de la période maximale de dix-huit (18) semaines continues.

19.02            Si l'accouchement a lieu après la date prévue, la salariée a droit à au moins deux (2) semaines de congé de maternité après l'accouchement.

19.03            Le congé de maternité débute au plus tôt la seizième (16<sup>e</sup>) semaine précédant la date prévue pour l'accouchement et se termine au plus tard dix-huit (18) semaines après la semaine de l'accouchement.

19.04            Lorsqu'il y a danger d'interruption de grossesse ou un danger pour la santé de la mère ou de l'enfant à naître, occasionné par la grossesse et exigeant un arrêt de travail, la salariée a droit à un congé de maternité spécial, sans salaire, de la durée indiquée au certificat médical qui atteste du danger existant et qui indique la date prévue de l'accouchement.

Le cas échéant, ce congé est réputé être le congé de maternité prévu au paragraphe 19.01 à compter du début de la quatrième (4<sup>e</sup>) semaine précédant la date prévue de l'accouchement.

19.05            Lorsque survient une interruption de grossesse avant le début de la vingtième (20<sup>e</sup>) semaine précédant la date prévue de l'accouchement, la salariée a droit à un congé de maternité spécial, sans salaire, d'une durée n'excédant pas trois (3) semaines, à moins qu'un certificat médical n'atteste du besoin de prolonger le congé.

Si l'interruption de grossesse survient à compter de la vingtième (20<sup>e</sup>) semaine de grossesse, la salariée a droit à un congé de maternité sans salaire d'une durée maximale de dix-huit (18) semaines continues à compter de la semaine de l'événement.

19.06            En cas d'interruption de grossesse ou d'accouchement prématuré, la salariée doit, le plus tôt possible, donner à la Ville un avis écrit l'informant de l'événement survenu et de la date prévue de son retour au travail, accompagné d'un certificat médical attestant de l'événement.

19.07            Le congé de maternité peut être pris après un avis écrit d'au moins trois semaines à la Ville indiquant la date du début de congé et celle du retour au travail. Cet avis doit être accompagné d'un certificat médical attestant de la grossesse et de la date prévue pour l'accouchement. Dans un tel cas, le certificat médical peut être remplacé par un rapport écrit signé par une sage-femme.

L'avis peut être de moins de trois (3) semaines si le certificat médical atteste du besoin de la salariée de cesser le travail dans un délai moindre.

19.08            À partir de la sixième (6<sup>e</sup>) semaine qui précède la date prévue pour l'accouchement, la ville peut exiger par écrit de la salariée enceinte encore au travail un certificat médical attestant qu'elle est en mesure de travailler.

Si la salariée refuse ou néglige de lui fournir ce certificat dans un délai de huit (8) jours, la Ville peut l'obliger à se prévaloir aussitôt de son congé de maternité en lui faisant parvenir par écrit un avis motivé à cet effet.

- 19.09 Malgré l'avis prévu à l'article 19.07, la salariée peut revenir au travail avant l'expiration de son congé de maternité après avoir donné à la Ville un avis écrit d'au moins trois (3) semaines de la nouvelle date de son retour au travail. Toutefois, la Ville peut exiger de la salariée qui revient au travail dans les deux (2) semaines suivant l'accouchement un certificat médical attestant qu'elle est en mesure de travailler.
- 19.10 Sur demande de la salariée, le congé de maternité peut être fractionné en semaines si son enfant est hospitalisé ou si la salariée peut s'absenter suivant les motifs, conditions, durée et délais prévus par la *Loi sur les normes du travail* et ses règlements (soit : pour cause de maladie ou d'accident du salarié, lorsque sa présence est requise en raison d'une grave maladie ou grave accident d'un parent, lors de la disparition de son enfant, en raison du décès par suicide de son conjoint ou de son enfant, ou encore, en cas de décès par acte criminel de son conjoint ou de son enfant).
- Dans le cas de complications de grossesse survenant avant le début du huitième (8<sup>e</sup>) mois et qui obligent la salariée enceinte à quitter le service de la Ville avant ce huitième (8<sup>e</sup>) mois, cette salariée sera rémunérée selon les modalités de traitement en cas de maladie prévue à l'article 25 de la présente convention collective, et cela, jusqu'au début du huitième (8<sup>e</sup>) mois précédant la date prévue de l'accouchement.
- Les salariées enceintes affectées sur un quart de soir, de nuit ou celles travaillant sur des quarts en rotation pourront être assignées sur un horaire de jour, et ce, du lundi au vendredi.
- 19.11 **Congé de paternité**
- Le salarié a droit à un congé de paternité d'au plus cinq (5) semaines continu, sans salaire, à l'occasion de la naissance de son enfant. Le congé de paternité débute au plus tôt la semaine de la naissance de l'enfant et se termine au plus tard cinquante-deux (52) semaines après la semaine de la naissance.
- 19.12 Le congé de paternité peut être pris après un avis écrit d'au moins trois (3) semaines à la Ville indiquant la date prévue du début du congé et celle du retour au travail. Ce délai peut toutefois être moindre si la naissance de l'enfant survient avant la date prévue de celle-ci. Un salarié peut se présenter au travail avant la date mentionnée après avoir donné à la Ville un avis écrit d'au moins trois (3) semaines de la nouvelle date de son retour au travail.
- 19.13 Lorsque l'enfant est hospitalisé au cours du congé de paternité, celui-ci peut être suspendu, après entente avec la Ville, pour permettre le retour au travail du salarié pendant la durée de cette hospitalisation. En outre, le salarié qui fait parvenir à la Ville, avant la date d'expiration de son congé, un avis accompagné d'un certificat médical attestant que l'état de santé de son enfant l'exige, a droit à une prolongation de congé de la durée indiquée au certificat médical.
- 19.14 Sur demande du salarié, le congé de paternité peut être fractionné en semaines si son enfant est hospitalisé ou si le salarié peut s'absenter suivant les motifs, conditions, durée et délais prévus par la *Loi sur les normes du travail* et ses règlements (soit : pour cause de maladie ou d'accident du salarié, lorsque sa présence est requise en raison d'une grave maladie ou grave accident d'un parent, lors de la disparition de son enfant, en raison du décès par suicide de son conjoint ou de son enfant, ou encore, en cas de décès par acte criminel de son conjoint ou de son enfant).

19.15 **Congé parental**

Le père et la mère d'un nouveau-né et la personne qui adopte un enfant ont droit à un congé parental sans salaire d'au plus cinquante-deux (52) semaines continu.

19.16 Ce congé peut débuter au plus tôt la semaine de la naissance du nouveau-né ou, dans le cas d'une adoption, la semaine où l'enfant est confié au salarié dans le cadre d'une procédure d'adoption ou la semaine où le salarié quitte son travail afin de se rendre à l'extérieur du Québec pour que l'enfant lui soit confié. Ce congé se termine au plus tard soixante-dix (70) semaines après la naissance ou, dans le cas d'une adoption, soixante-dix (70) semaines après que l'enfant lui a été confié.

Toutefois, le congé parental peut, dans les cas et aux conditions prévues par règlement du gouvernement, se terminer au plus tard cent quatre (104) semaines après la naissance ou, dans le cas d'une adoption, cent quatre (104) semaines après que l'enfant a été confié au salarié.

19.17 Le congé parental peut être pris après avoir donné un préavis d'au moins trois (3) semaines à la Ville indiquant la date du début du congé et celle du retour au travail. Ce délai peut toutefois être moindre si la présence du salarié est requise auprès de l'enfant nouveau-né ou nouvellement adopté ou, le cas échéant, auprès de la mère, en raison de leur état de santé.

Un salarié peut se présenter au travail avant la date mentionnée dans l'avis prévue après avoir donné à la Ville un avis écrit d'au moins trois (3) semaines de la nouvelle date de son retour au travail. Si la Ville y consent, le salarié peut reprendre son travail à temps partiel ou de manière intermittente pendant son congé parental.

19.18 Sur demande du salarié, le congé parental peut être fractionné en semaines si son enfant est hospitalisé ou si le salarié peut s'absenter suivant les motifs, conditions, durée et délais prévus par la *Loi sur les normes du travail* et ses règlements (soit : pour cause de maladie ou d'accident du salarié, lorsque sa présence est requise en raison d'une grave maladie ou grave accident d'un parent, lors de la disparition de son enfant, en raison du décès par suicide de son conjoint ou de son enfant, ou encore, en cas de décès par acte criminel de son conjoint ou de son enfant).

19.19 Lorsque l'enfant est hospitalisé au cours du congé parental, celui-ci peut être suspendu, après entente avec la Ville, pour permettre le retour au travail du salarié pendant la durée de cette hospitalisation. En outre, le salarié qui fait parvenir à la Ville, avant la date d'expiration de son congé, un avis accompagné d'un certificat médical attestant que l'état de santé de son enfant l'exige, a droit à une prolongation de congé de la durée indiquée au certificat médical.

19.20 **Retour au travail et bénéfices**

À la fin du congé de maternité, du congé de paternité ou du congé parental, la Ville doit réintégrer la salariée/le salarié dans son poste, avec les mêmes avantages, y compris le salaire auquel elle/il aurait eu droit si elle/il était resté au travail.

Si le poste habituel du salarié n'existe plus à son retour, la Ville doit lui reconnaître tous les droits et privilèges dont il aurait bénéficié au moment de la disparition du poste s'il avait alors été au travail.

19.21 La ou le salarié qui ne peut reprendre son travail une fois son ou ses congés terminés, suite à une maladie ou à un accident, devra présenter à la Ville un certificat médical de son médecin traitant.

19.22 Pendant la durée du congé de maternité, du congé de paternité et du congé parental, la ou le salarié continue d'accumuler son ancienneté comme si elle/il avait été au travail.

- 19.23 La ou le salarié qui ne se présente pas au travail à la date de retour fixée dans l'avis donné à la Ville est présumé avoir démissionné.
- 19.24 Un salarié peut s'absenter du travail, sans salaire, pendant dix (10) journées par année pour remplir des obligations reliées à la garde, à la santé ou à l'éducation de son enfant ou de l'enfant de son conjoint, ou en raison de l'état de santé de son conjoint, de son père, de sa mère, d'un frère, d'une sœur ou de l'un de ses grands-parents.
- 19.25 Ce congé peut être fractionné en journée. Une journée peut aussi être fractionnée si la Ville y consent. Le salarié doit aviser la Ville de son absence le plus tôt possible et prendre les moyens raisonnables à sa disposition pour limiter la prise et la durée du congé.

## **ARTICLE 20 ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE**

---

20.01 Les dispositions prévues à la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* s'appliquent.

## **ARTICLE 21            HORAIRES DE TRAVAIL**

---

### 21.01            **Horaire**

Les horaires de travail sont accordés selon le principe d'ancienneté de quart en tenant compte du pointage (voir annexe E).

Lorsqu'un quart de travail se libère, il est octroyé en respectant l'ancienneté de pointage (annexe E).

Le lieu de travail (bassin) est déterminé par la Ville. L'affectation à un lieu de travail par la Ville ne doit pas avoir pour effet de préjudicier un salarié plus ancien (annexe E) au profit d'un salarié moins ancien.

Nonobstant ce qui précède, les horaires des gérants et des gérants adjoints sont attribués tout d'abord de la façon suivante :

Le gérant choisit son horaire de travail jusqu'à un maximum de 38 heures par semaine. Ces heures sont exclusivement des heures à titre de chef de groupe.

Une fois l'horaire du gérant établi, le gérant adjoint se voit octroyé la balance des heures requises pour le poste de chef de groupe.

La prime de l'article 27 s'applique en tout temps aux fonctions de gérant et de gérant adjoint.

21.02            Tout salarié convoqué par la Ville pour assister à des rencontres est rémunéré selon le taux horaire de surveillant-sauveteur.

21.03            Durant la période régulière de la saison estivale (qui s'étend généralement de la fête nationale à la fin du mois d'août), soixante-quinze pour cent (75%) des heures prévues à l'horaire de chaque semaine sont garantis aux employés réguliers.

La présaison et la prolongation de saison ne sont pas visées par l'alinéa qui précède.

### 21.04            **Cours spécialisés, cours de conditionnement physique et cours d'aquaforme**

Dix pour cent (10%) des heures de cours dispensés seront rémunérés au taux de surveillant-sauveteur à titre de prime servant à compenser l'organisation et la préparation des cours spécialisés, de cours de conditionnement physique et de cours d'aquaforme.

Une prime de 0.75 heure au taux de surveillant-sauveteur est versée pour chaque cours Croix-Rouge donné. Un cours est constitué de 10 leçons. Cette prime sert de compensation pour l'organisation et la préparation de ces cours spécifiques.

21.05            Prime des bains matinaux

Une prime de (10%) du taux du surveillant-sauveteur est versé pour chaque heure travaillée par les surveillants-sauveteurs lorsque le quart de travail débute avant 8h00.

## **ARTICLE 22      TEMPS SUPPLÉMENTAIRE**

---

22.01      Le temps supplémentaire est rémunéré à cent cinquante pour cent (150%) après quarante (40) heures de travail, réparties du dimanche au samedi.

## **ARTICLE 23            ADMINISTRATION DES SALAIRES**

---

23.01            Tout salarié régi par la présente est payé par dépôt bancaire le jeudi de chaque semaine, dans une institution au choix du salarié. Cependant, si le jeudi tombe un jour de fête chômé et payé, la paie est distribuée la veille (mercredi).

23.02            Les renseignements suivants doivent apparaître sur le relevé de paie de chaque salarié :

- a) le nom et le prénom du salarié;
- b) l'adresse du salarié;
- c) la date et la période de paie;
- d) le nombre d'heures régulières et supplémentaires;
- e) le montant brut de la paie;
- f) le détail des déductions;
- g) le montant net de la paie;
- h) le nom de l'employeur;
- i) la fonction du salarié;
- j) la nature et le montant des primes, indemnités ou allocations;
- k) le taux de salaire;
- l) les banques de congés;
- m) Le cumulatif des heures travaillées (lorsque le système de paie le permettra).

Pour les erreurs sur la paie inférieures à 25 \$, la correction se fait sur la paie suivante. Pour ce qui est des erreurs de 25 \$ et plus, la correction se fait dans les quarante-huit (48) heures à compter du moment de la réclamation.

23.03            La Ville accepte d'inscrire sur les relevés de paie, dans l'espace prévu à cette fin, les messages que le Syndicat lui fait parvenir dans un délai de cinq (5) jours ouvrables précédant l'envoi desdits relevés de paie. La Ville ne peut être tenue responsable de toute erreur apparaissant sur un tel message, de tout retard ou de toute situation l'empêchant d'inscrire un tel message sur les relevés de paie.

23.04            Il est de la responsabilité du salarié d'informer par écrit le gestionnaire responsable du personnel des employés de piscines de tout changement d'adresse, laquelle information est transmise au Syndicat et de tout changement d'institution bancaire.

23.05            À compter de la signature de la présente convention collective, la Ville pourra procéder au versement de la paie aux deux (2) semaines, et ce, conditionnellement à ce que tous les autres groupes de salariés de la Ville donnent leur accord.

## **ARTICLE 24           FORMATION ET PERFECTIONNEMENT**

---

- 24.01       La Ville reconnaît la nécessité d'évaluer les besoins de formation professionnelle pour les salariés régis par la présente et, à cet effet, consulte le Syndicat.
- 24.02       Le Syndicat communique à la Ville toute recommandation qu'il juge pertinente concernant la formation professionnelle.
- 24.03       Les programmes de formation sont établis par la Ville et à ses frais, compte tenu de ses priorités et des budgets disponibles.
- 24.04       Les programmes de formation sont portés à la connaissance du Syndicat.
- 24.05       Les frais d'inscription et scolarité des cours de formation ou de perfectionnement exigés par la Ville sont remboursés aux salariés concernés. De plus, si ces cours ont lieu durant les heures de travail, ils sont suivis sans perte de salaire.
- 24.06       Un salarié qui, à la demande de la Ville, est désigné pour suivre un cours de formation ou de perfectionnement voit son horaire de travail ajusté selon l'horaire de la maison d'enseignement ou de l'horaire de la formation interne à la Ville.

## ARTICLE 25 VÊTEMENTS

### 25.01 Fourniture de vêtements :

➤ 2 t-shirts par année de calendrier
➤ 1 polo par année de calendrier (ou un t-shirt supplémentaire en substitution du polo et ce, à la demande de l'employé, sauf pour les chefs de groupe)
➤ 1 chandail à manches longues par année de calendrier
➤ 1 camisole par année de calendrier
➤ 1 « kangourou » par année de calendrier
➤ 1 casquette
➤ 1 sifflet

Manteaux disponibles en nombre suffisant.

## **ARTICLE 26 ALLOCATION AUTOMOBILE**

---

### **26.01 Utilisation occasionnelle**

Le salarié qui accepte de se servir de son automobile ou de sa motocyclette, dans l'exercice de ses fonctions, pour une utilisation occasionnelle, reçoit une compensation basée sur les critères suivants :

0,50 \$ du kilométrage ainsi parcouru dans l'exercice de ses fonctions.

### **26.02 Formule d'ajustement**

Le taux au kilomètre fixé aux paragraphes 26.01 du présent article est ajusté à tous les six (6) mois, selon le pourcentage de variation du sous-indice Transport privé – Province de Québec, de l'Indice des Prix à la Consommation pour les six (6) mois précédant ladite période.

## **ARTICLE 27      PRIME DE CHEF DE GROUPE**

---

27.01      Le salarié désigné pour agir temporairement à titre de chef de groupe reçoit, en plus de son salaire de base, une prime horaire de 2,77\$ pour les heures travaillées à ce titre.

**ARTICLE 28**      **ÉTABLISSEMENT DU PROGRAMME D'ÉQUITÉ SALARIALE ET DE SON  
MAINTIEN**

---

28.01      Le programme d'équité salariale prévu à l'article 37 de la convention collective des employés de bureau, techniciens et professionnels (cols blancs) couvre la fonction des salariés des piscines et les résultats en découlant s'appliquent à cette fonction.

## **ARTICLE 29            MÉCANISME D'ÉVALUATION DES FONCTIONS ET DE RÉMUNÉRATION**

29.01        Le mécanisme d'évaluation des fonctions et de rémunération prévu à l'article 36 de la convention intervenue le 30 octobre 2009 entre la Ville de Saint-Lambert et le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 306 (employés de bureau, techniciens et professionnels), couvre les employés de piscines et s'appliqueront à ces fonctions. De plus, un (1) membre salarié de la Ville et couvert par le certificat d'accréditation sera désigné par le Syndicat pour siéger audit comité, et ce, lorsqu'il sera question d'une demande d'évaluation visant les salariés des piscines.

## **ARTICLE 30 SALAIRE ET CLASSIFICATION**

---

- 30.01 Les classifications et les taux de salaire des salariés régis par la présente convention sont ceux apparaissant à l'annexe « A » des présentes qui font partie de la présente convention.
- 30.02 Tout salarié régi par la présente convention est rémunéré suivant le salaire prévu à l'annexe « A ».
- 30.03 L'avancement d'échelon pour un salarié signifie le passage d'un échelon à l'échelon immédiatement supérieur de la même classe.
- 30.04 Le salarié qui a travaillé un minimum de cinq cent cinquante (550) heures dans une ou l'autre des classes d'emploi a droit à un avancement d'échelon.
- L'avancement d'échelon est octroyé si le salarié a cumulé cinq cent cinquante (550) heures de travail avant le 1<sup>er</sup> septembre ou le 1<sup>er</sup> mars de chaque année.
- Le calcul des heures travaillées pour fin d'avancement d'échelon s'effectue deux fois par année, soit au 1<sup>er</sup> mars et au 1<sup>er</sup> septembre.
- Si le nombre d'heures travaillées excède cinq cents cinquante (550), les heures excédentaires sont conservées pour un prochain cumul d'heures pour l'avancement d'échelon.
- 30.05 Aux fins de calcul pour l'intégration dans la structure salariale, l'employeur comptabilise l'ensemble des heures travaillées par le salarié depuis le premier jour travaillé à la Ville.
- 30.06 L'intégration dans la nouvelle structure est rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 2011.
- 30.07 Pour les années 2006, 2007, 2008, 2009 et 2010, l'employeur paiera la rétro de la façon suivante : soit la différence entre le salaire équité 2006 de sa classe salariale et le minimum de l'échelle salariale attribué dans la convention collective des employés cols blancs pour chacune de ces années de référence.
- Si le salaire de la structure salariale est inférieur au salaire d'équité salariale 2006, il n'y aura pas de paiement de rétro au cours de ces années pour ces heures. Par contre, si le salaire d'équité salariale 2006 est inférieur à la nouvelle structure salariale, l'employeur paiera la différence. Le calcul de la rétroactivité ne peut être, en aucun temps, au désavantage du salarié.
- 30.08 Nonobstant l'article 33.02, un salarié ne peut bénéficier de plus d'un avancement d'échelon par année calendrier.
- 30.09 À moins de dispositions particulières prévues à la présente convention ou à ses annexes, les salariés reçoivent pour les années 2006-2010, le salaire prévu à l'annexe A, tel que défini à 30.07.
- À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 : selon le taux de la structure et de l'annexe A
  - À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007 : selon le taux de la structure et de l'annexe A
  - À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 : selon le taux de la structure et de l'annexe A
  - À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 : selon le taux de la structure et de l'annexe A
  - À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 : selon le taux de la structure et de l'annexe A
  
  - À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 : intégration dans la structure salariale des cols blancs (en fonction de l'échelon qui leur est reconnu selon le nombre total d'heures travaillées depuis leur embauche)
  
  - À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 : augmentation des échelles du même pourcentage consenti aux salariés cols blancs
  
  - À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 : augmentation des échelles du même pourcentage consenti aux salariés cols blancs

- À compter du 1er janvier 2014 : augmentation des échelles du même pourcentage consenti aux salariés cols blancs
- À compter du 1er janvier 2015 : augmentation des échelles du même pourcentage consenti aux salariés cols blancs
- À compter du 1er janvier 2016 : augmentation des échelles du même pourcentage consenti aux salariés cols blancs
- À compter du 1er janvier 2017 : augmentation des échelles du même pourcentage consenti aux salariés cols blancs

Si les augmentations consenties aux cols blancs incluent un pourcentage d'IPC ces mêmes augmentations seront également accordées aux salariés des piscines

## **ARTICLE 31      ANNEXES ET LETTRES D'ENTENTE**

---

31.01      Les annexes et les lettres d'entente ci-jointes font partie intégrante de la présente convention collective.

## **ARTICLE 32      RÉTROACTIVITÉ**

---

- 32.01      Tous les salariés couverts par la présente, actuellement à l'emploi de la Ville, bénéficient, quant aux heures effectivement travaillées ou payées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, de la rétroactivité salariale selon la structure salariale et l'annexe A.
- 32.02      La rétroactivité salariale s'applique aussi aux salariés qui, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006 qui ont pris leur retraite et aux successions des salariés décédés depuis la même date. De même que les salariés qui ont quitté depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, et ce, selon la structure salariale et l'annexe A.
- 32.03      La rétroactivité est payable au plus tard trente (60) jours après la signature de la présente convention collective.

## **ARTICLE 33      DURÉE DE LA CONVENTION**

---

- 33.01      La présente convention couvre la période du 1<sup>er</sup> janvier 2006 au 31 décembre 2017.
- 33.02      Les dispositions de la présente convention collective s'appliquent à compter de la signature de la présente convention, jusqu'à la mise en vigueur d'une nouvelle convention collective.
- 33.03      Il n'y a pas d'effet rétroactif à l'exception des modalités prévues aux articles 18.01, 30 et 32.

En foi de quoi, les parties ont signé la présente convention collective à Saint-Lambert, ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour du mois de \_\_\_\_\_ 2012.

**Syndicat canadien de la fonction publique,  
section locale 306**

**Ville de Saint-Lambert**

\_\_\_\_\_  
Daniel Duval  
Président

\_\_\_\_\_  
Phillipe Brunet  
Maire

\_\_\_\_\_  
Chantal Marcotte  
Secrétaire-archiviste

\_\_\_\_\_  
Michèle V. Lortie  
Directrice générale

\_\_\_\_\_  
Carl Dubé  
Conseiller syndical

\_\_\_\_\_  
Mélissa Mercure  
Directrice des ressources humaines

\_\_\_\_\_  
Elisabeth Montigny  
Représentant(e)

\_\_\_\_\_  
Michel Barbier  
Directeur des loisirs, de la culture et de  
la vie communautaire

## ANNEXE « A » SALAIRES ET CLASSIFICATIONS

Structure salariale 2011 (Taux horaire)					
Échelon	1	2	3	4	5
HEURES	0h à 549 h Min	550 h à 1099h	1100 h à 1649h	1650 h à 2199h	2200 h et plus max
Classe 1 (0-146)	17,58 \$	18,41 \$	19,29 \$	20,20 \$	21,16 \$
Classe 2 (147-168)	18,66 \$	19,55 \$	20,48 \$	21,45 \$	22,47 \$
Classe 3 (169-190)	19,75 \$	20,69 \$	21,67 \$	22,70 \$	23,78 \$
Classe 4 (191-212)	20,84 \$	21,83 \$	22,87 \$	23,95 \$	25,09 \$

Structure salariale 2012 (Taux horaire)					
Échelon	1	2	3	4	5
HEURES	0h à 549 h Min	550 h à 1099h	1100 h à 1649h	1650 h à 2199h	2200 h et plus max
Classe 1 (0-146)	18,02 \$	18,87 \$	19,77 \$	20,71 \$	21,69 \$
Classe 2 (147-168)	19,13 \$	20,04 \$	20,99 \$	21,99 \$	23,03 \$
Classe 3 (169-190)	20,25 \$	21,21 \$	22,21 \$	23,27 \$	24,38 \$
Classe 4 (191-212)	21,36 \$	22,37 \$	23,44 \$	24,55 \$	25,72 \$

**Structure salariale 2013 (Taux horaire)**

<b>Échelon</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
<b>HEURES</b>	<b>0h à 549 h Min</b>	<b>550 h à 1099h</b>	<b>1100 h à 1649h</b>	<b>1650 h à 2199h</b>	<b>2200 h et plus max</b>
Classe 1 (0-146)	18,51 \$	19,39 \$	20,31 \$	21,28 \$	22,29 \$
Classe 2 (147-168)	19,66 \$	20,59 \$	21,57 \$	22,59 \$	23,67 \$
Classe 3 (169-190)	20,80 \$	21,79 \$	22,83 \$	23,91 \$	25,05 \$
Classe 4 (191-212)	21,95 \$	22,99 \$	24,08 \$	25,23 \$	26,42 \$

## ANNEXE A-1 FONCTIONS ET CLASSIFICATIONS

TITRE	Formation	Expérience	Coordination dextérité	Mise à jour des connaissances	Coord. travail supervision	Communications	Imputabilité	Sécurité autrui	Autonomie	Effort sensoriel	Effort physique	Complexité	Inconvénients	Pointage	Classe
<b>Emplois de piscines</b>															
Assistant surveillant-sauveteur	15	13	8	4	6	7	9	12	9	15	6	9	16	129	1
Surveillant- sauveteur	15	13	8	4	6	7	9	16	9	15	6	9	16	133	1
Assistant moniteur - cours de natation	15	13	8	4	6	14	9	8	9	12	12	9	16	135	1
Assistant moniteur en conditionnement physique/assistant moniteur cours spécialisés	15	13	8	4	6	21	9	8	9	12	12	9	16	142	1
Moniteur cours de natation	15	13	8	4	6	14	18	12	18	12	12	18	16	166	2
Moniteur en conditionnement physique	15	26	8	4	6	14	18	12	18	12	18	18	8	177	3
Moniteur cours spécialisés	15	26	8	4	6	21	18	8	18	12	12	18	16	182	3
Coordonnateur aquatique *	30	52	4	8	12 (II)	21	18	4	18	12	6	18	8	211	4

\* Évaluation provisoire

## ANNEXE « B » ANCIENNETÉ ET DATE DE SERVICE CONTINU

Matricule	Nom	Prénom	Date de service continu	Cumul des heures travaillées		Échelon
				au 01/01/2011	au 01/03/2011	
229	House	Paul-André	2003-03-31	A atteint le 2200		5
214	Brouillard	Carolynne	2004-01-29	1743.5	1743.5	4
331	Dubuc	Laurence	2006-01-30	1103.75	1103.75	3
360	Jorish	Édith	2006-05-11	1633.5	1633.5	3
415	Sauvé	Marie-Jeanne	2006-08-21	1516	1516	3
419	De Wilde	Justin	2006-09-12	A atteint le 2200		5
490	Bélangier Fafard	Gabrielle	2007-05-28	A atteint le 2200		5
495	Gravel	Valérie	2007-05-28	2074	2074	4
498	Cameron	Sean	2007-05-28	1586	1586	3
492	Légère	Gabrielle	2007-05-28	A atteint le 2200		5
519	Charron	Laurence	2007-09-05	1672.5	1672.5	4
521	Durocher	Névine	2007-09-17	730	730	2
537	Laplante-Rayworth	Alison	2008-01-23	794.25	794.25	2
535	Montigny	Élisabeth	2008-02-04	1072.25	1072.25	2
540	Déléan	Geneviève	2008-02-27	1379.25	1379.25	3
541	Laplante-Rayworth	Amy	2008-04-04	687	687	2
565	Lamarche	Camille	2008-06-09	1385.7	1385.7	3
569	Crépeau	Étienne	2008-06-09	805.25	805.25	2
581	St-Pierre	Arianne	2008-06-20	772.75	772.75	2
577	Mahoney	Grace	2008-06-23	1014.75	1014.75	2
591	Lagacé-Lavoie	Mathieu	2008-09-16	813.5	813.5	2
613	Derome	Dylan	2009-01-21	914.5	914.5	2
617	Bourassa	Vincent	2009-01-26	805.6	805.6	2
618	O'Carrol	Patrice	2009-01-26	358.75	358.75	1
619	Patoine,-Roy	Charlotte	2009-01-28	1302.75	1302.75	3
626	Lamontagne,	Monique	2009-03-24	889.5	889.5	2
629	Pierre-Doray,	François	2009-04-07	356.75	356.75	1
651	Paquet-Chabot	Laurence	2009-06-04	791.75	791.75	2
644	Baraldi-Turcotte	Myriam	2009-06-04	646.25	646.25	2
646	Drolet	Jean-Sébastien	2010-08-22	162.5	162.5	1
647	Dion Carter	Karine	2009-06-04	575.5	575.5	2
648	Vallerand	Nathanaël	2009-06-04	711.75	711.75	2
643	Renaud	Gabriel	2009-06-04	864.75	864.75	2
667	Courtemanche	Simon	2009-09-20	171.75	171.75	1
810	Vu	Jessica	2009-11-04	82.5	82.5	1
891	Nadeau	Samuel	2010-04-06	355.25	355.25	1
897	Carney	Nadine	2010-04-06	89.25	89.25	1
892	Lapointe-Boyer	Maude	2010-04-06	361	361	1
912	Cinq-Mars	Mathieu	2010-06-09	192	192	1
914	Paré	Alexandre	2010-06-09	188	188	1





## ANNEXE « B-2 » Liste d'ancienneté de pointage

Matricule	Nom	Prénom	Date de service continu	Qualification	Saisons	Grand TOTAL
229	House	Paul-André	2003-03-31	1	15	16
214	Brouillard	Carolyne	2004-01-29	3	11	14
331	Dubuc	Laurence	2006-01-30	3	8.5	11.5
360	Jorish	Édith	2006-05-11	2	8.5	10.5
415	Sauvé	Marie-Jeanne	2006-08-21	4	8.5	12.5
419	De Wilde	Justin	2006-09-12	3	9.5	12.5
490	Bélangier Fafard	Gabrielle	2007-05-28	8	9	17
495	Gravel	Valérie	2007-05-28	4	9	13
498	Cameron	Sean	2007-05-28	3	5	8
492	Légère	Gabrielle	2007-05-28	3	9	12
519	Charron	Laurence	2007-09-05	4	8	12
521	Durocher	Névine	2007-09-17	4	4.5	8.5
537	Laplante-Rayworth	Alison	2008-01-23	0	5.5	5.5
535	Montigny	Élisabeth	2008-02-04	6	7	13
540	Déléan	Geneviève	2008-02-27	4	7	11
541	Laplante-Rayworth	Amy	2008-04-04	5	5	10
565	Lamarche	Camille	2008-06-09	6	6.5	12.5
569	Crépeau	Étienne	2008-06-09	5	5	10
581	St-Pierre	Arianne	2008-06-20	3	3	6
577	Mahoney	Grace	2008-06-23	4	6.5	10.5
591	Lagacé-Lavoie	Mathieu	2008-09-16	3	5	8
613	Derome	Dylan	2009-01-21	3	5.5	8.5
617	Bourassa	Vincent	2009-01-26	3	5.5	8.5
618	O'Carrol	Patrice	2009-01-26	3	4.5	7.5
619	Patoine,-Roy	Charlotte	2009-01-28	3	6	9
626	Lamontagne,	Monique	2009-03-24	0	4	4
629	Pierre-Doray,	François	2009-04-07	3	5	8
651	Paquet-Chabot	Laurence	2009-06-04	6	5	11
644	Baraldi-Turcotte	Myriam	2009-06-04	4	5	9
646	Drolet	Jean-Sébastien	2010-08-22	3	1.5	4.5
647	Dion Carter	Karine	2009-06-04	3	3	6
648	Vallerand	Nathanaël	2009-06-04	3	5	8
643	Renaud	Gabriel	2009-06-04	0	3.5	3.5
666	Basmadjian	Lauren	2010-08-22	2	1	3
667	Courtemanche	Simon	2009-09-20	3	3	6
810	Vu	Jessica	2009-11-04	3	3	6
891	Nadeau	Samuel	2010-04-06	4	3.5	7.5
897	Carney	Nadine	2010-04-06	3	3.5	6.5
892	Lapointe-Boyer	Maude	2010-04-06	2	2	4
912	Cinq-Mars	Mathieu	2010-06-09	0	1	1
914	Paré	Alexandre	2010-06-09	0	1	1



## ANNEXE « C »      Formulaire d'adhésion syndicale

### À REMPLIR EN LETTRES MAJUSCULES

Par la présente, je \_\_\_\_\_ soussigné(e), autorise la Ville de Saint-Lambert à prélever sur ma paie hebdomadaire, et ce, dès ma première paie, un montant égal à la cotisation courante ainsi qu'un prélèvement initial unique au montant de 2,00\$ pour fin d'adhésion syndicale (« droit d'entrée ») à la section locale 306, Syndicats regroupés des employés municipaux du Syndicat canadien de la fonction publique, qui est légalement reconnu comme l'agent négociateur unique et exclusif auprès de l'employeur.

J'autorise également la Ville à verser le montant des prélèvements prévus aux présentes au secrétaire-trésorier dudit Syndicat.

Finalement, j'autorise la Ville à remettre une copie du présent formulaire au Syndicat local.

Je conviens, par la présente, de ne pas tenir la Ville responsable de tout prélèvement et de tout versement effectués en vertu de la présente convention.

Et j'ai signé à Saint-Lambert, ce \_\_\_\_<sup>e</sup> jour du mois de \_\_\_\_\_ 20\_\_.

\_\_\_\_\_  
signature du ou de la salarié(e)

**Adresse :** \_\_\_\_\_  
**Ville :** \_\_\_\_\_  
**Code postal :** \_\_\_\_\_  
**Téléphone :** \_\_\_\_\_  
**Cellulaire (facultatif) :** \_\_\_\_\_  
**Courrier électronique personnel (facultatif) :** \_\_\_\_\_

### **Informations reliées au poste occupé par le ou la salarié(e)**

---

**Poste :** \_\_\_\_\_  
**Direction :** \_\_\_\_\_  
**Service/division :** \_\_\_\_\_  
**Téléphone au travail :** \_\_\_\_\_  
**Courrier électronique :** \_\_\_\_\_

---

## ANNEXE « D » ABSENCE POUR ACTIVITÉ SYNDICALE

Pourriez-vous autoriser l'employé(e) ci-dessous à s'absenter du travail pour fins d'activités syndicales ci-après indiquées

**NOM DE L'EMPLOYÉ(E) :** \_\_\_\_\_

**FONCTION:** \_\_\_\_\_

**SERVICE:** \_\_\_\_\_

**DATE(S) D'ABSENCE :** \_\_\_\_\_

**DURÉE :** DE \_\_\_\_\_ À \_\_\_\_\_

ACTIVITÉS		PAYÉ PAR:		
		VILLE	BANQUE	SANS SOLDE
<b>RÉUNIONS SYNDICALES :</b>	Réunions, formation, congrès, etc.		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>COMITÉS CONJOINTS :</b>	Assurances.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	C.R.T. ....	<input type="checkbox"/>		
	Évaluation .....	<input type="checkbox"/>		
	Griefs .....	<input type="checkbox"/>		
	S.S.T. ....	<input type="checkbox"/>		
	P.A.E. ....	<input type="checkbox"/>		
	Régime de retraite .....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Autres (spécifiez).....	<input type="checkbox"/>		
<b>NÉGOCIATIONS :</b>	Préparation .....		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Séances .....	<input type="checkbox"/>		
<b>ENQUÊTE :</b>	Griefs .....		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Évaluation .....	<input type="checkbox"/>		
<b>ARBITRAGE :</b>	Membre du comité ou plaignant .....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Président ou représentant .....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>AUTRES (spécifiez) :</b>	.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>DEMANDÉ PAR:</b> _____		<b>DATE:</b> _____		
Exécutif syndical ou son représentant				
<b>SIGNATURE:</b> _____		<b>DATE:</b> _____		
Supérieur immédiat ou son représentant				
<b>SIGNATURE:</b> _____		<b>DATE:</b> _____		
Directeur ou son représentant				
<b>DEMANDE ACCEPTÉE</b> <input type="checkbox"/>		<b>DEMANDE REFUSÉE</b> <input type="checkbox"/>		
<b>EXPLICATIONS/COMMENTAIRES:</b>				
N.B. Une formule dûment remplie doit être présentée (48) heures à l'avance (cinq jours pour les congrès) au supérieur immédiat du service concerné, pour obtenir l'autorisation de quitter le travail. Une copie conforme du présent formulaire est adressée au Service de la paie de l'employé et à la Direction des ressources humaines.				

## ANNEXE « E » Division aquatique – Négociations 2011

### Calcul des points proposé pour ancienneté de pointage

---

3 points de base pour tous...qualifications minimales requises pour une embauche à Saint-Lambert :

Qualification de sauveteur national à jour	émis par : Société de sauvetage
Qualification de RCR à jour	émis par : Société de sauvetage ou Fondation des maladies du cœur
Qualification de DEA à jour	émis par : Société de sauvetage ou Fondation des maladies du cœur

Les qualifications suivantes valent un point chacune si elles sont maintenues à jour :

* Moniteur sécurité aquatique	1 point
* Instructeur Croix Rouge	1 point
** Moniteur en sauvetage	1 point
** Moniteur soins d'urgence	1 point
** Moniteur Sauveteur national	1 point
*** Moniteur aquaforme	1 point
*** Moniteur aquajogging	1 point
*** Moniteur pré – post natal	1 point

\* Certification émise par la Croix Rouge

\*\* Certification émise par la Société de Sauvetage

\*\*\* Certification émise par :  
- France Tremblay  
- YMCA  
- SPEEDO  
- CALA

*Toute autre formation jugée pertinente et/ou équivalente aux certifications énumérées ci-dessus*

À chaque fin de session, le pointage est révisé, l'employé dont la carte n'est plus à jour se verra retiré le point pour cette dite qualification.

*Notez que les postes de maintenances ainsi que les postes caisses sont exclus du processus de pointage.*

**Possibilité maximum de 11 points**

**ANNEXE « F »      Demande de remplacement**

<b>DEMANDE DE REMPLACEMENT</b> Formulaire par Internet	
Date de demande:	
Demandeur :	
Raison :	
Date du remplacement :	
Heure du remplacement :	
Fonction :	
Remplaçant :	

<b>RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION</b>	
Reçu le (date) :	
Par (coordonnatrice) :	
Remplacement <input type="checkbox"/> #1 <input type="checkbox"/> #2 <input type="checkbox"/> #3      de la session P-2011	
Perte d'ancienneté de quart? <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI	
<input type="checkbox"/> Autorisé (48 heures à l'avance)	<input type="checkbox"/> Non autorisé

---